

# De plus en plus d'enfants et d'ados atteints de diabète de type 1: le Covid en cause ?

**Santé** Certaines études font apparaître une augmentation accrue du nombre de cas chez les jeunes depuis la crise sanitaire, mais les explications demeurent floues.

## À savoir

### Le diabète en chiffres

**En Belgique**, la proportion de patients diabétiques a atteint 6,8% de la population en 2021, d'après l'Agence intermutualiste (AIM), qui collecte les données de toutes les mutualités. Au début des analyses, en 2009, cette proportion était encore de 5,1%. Au total, l'AIM recense 770 000 patients diabétiques, soit un tiers de plus qu'il y a dix ans.

**L'augmentation**, notable dans toutes les tranches d'âge, est particulièrement prononcée chez les seniors. 18% des personnes âgées de 65 à 74 ans souffrent d'une forme ou d'une autre de diabète. En général, la maladie touche plus souvent les hommes que les femmes. Il existe aussi une inégalité en termes socio-économiques. Le nombre de diagnostics pour 100 Belges à faibles revenus est presque le double de celui de leurs compatriotes à revenu plus élevé.

**Des différences régionales** sont également à noter. À Bruxelles et en Wallonie, plus de 21% des personnes de cette tranche d'âge plus âgée souffrent de diabète, alors qu'en Flandre, ce chiffre n'est que de 15,8%.

**Les experts** avancent plusieurs facteurs pour expliquer la hausse du nombre de diagnostics. Le vieillissement de la population joue un rôle, de même que notre mode de vie. Une alimentation malsaine et un manque d'exercice physique favorisent en effet certaines formes de diabète. (Belga)

**E**n augmentation constante, à raison de 3 ou 4% par an, depuis ces deux dernières décennies déjà, le nombre de cas de diabète de type 1 chez les enfants et les adolescents semble avoir encore davantage augmenté depuis la crise du Covid-19. C'est en tout cas ce qui ressort de certaines études parues dans le monde et reprises dans un article par nos confrères du *Standaard*.

D'après une analyse de 17 études sur le sujet, publiée dans la revue spécialisée *Jama Network Open* et à laquelle se réfère le quotidien néerlandophone, le nombre de nouveaux cas de diabète de type 1, appelé aussi diabète juvénile, a augmenté de 14% en 2020 par rapport à l'année précédente dans plusieurs pays occidentaux.

En 2021, cette hausse était de

*“De nombreuses études démontrent que les cas de diabète de type 1 peuvent être déclenchés par une infection virale.”*

**D<sup>r</sup> Anissa Messaoui**  
Pédiatre endocrinologue  
à l'Huderf

27% par rapport à 2019, toujours selon cette étude rassemblant des chiffres des États-Unis, d'Australie et d'Europe. Si la Belgique n'y est pas incluse, elle n'est visiblement pas épargnée par le phénomène, comme le montrent les données de l'Inami. Lesquelles sont confirmées par l'Institut belge de santé Scien-sano qui confirme une *“augmentation significative”* du nombre de cas de diabète de type 1.

### Facteurs environnementaux en cause

*“Nous constatons effectivement que l'incidence du diabète de type 1 augmente chez les enfants et les adolescents, et ce de 3% depuis des années, même avant la pandémie, nous dit pour sa part le D<sup>r</sup> Anissa Messaoui, pédiatre endocrinologue à l'hôpital universitaire des enfants Reine Fabiola (Huderf). Une explication*



Depuis plusieurs années, on observe une augmentation annuelle de 3 à 4% d'enfants diabétiques.

avancée est l'exposition croissante à certains facteurs environnementaux. De nombreuses études démontrent aussi que les cas de diabète de type 1 peuvent être déclenchés par une infection virale, mais nous n'avons pas assez de recul actuellement pour le confirmer dans le cas du Covid."

En attendant davantage d'études pour établir – ou non – le lien avec le Covid, aux États-Unis, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies qui avaient examiné les dossiers d'assurance maladie de plus de 2,5 millions d'enfants américains, ont constaté que les enfants et les adolescents qui avaient été infectés par le coronavirus étaient 2,5 fois plus susceptibles de recevoir un diagnostic de diabète de type 1 ou de type 2 que ceux qui n'ont pas contracté le virus.

#### Le Covid, un déclencheur

Comme précédemment précisé par la pédiatre endocrinologue de l'Huderf, les causes sous-jacentes de cette augmentation demeurent à ce jour méconnues. La mise en place du diagnostic chez les enfants lors de la crise sanitaire pourrait être un des éléments d'explication.

Si d'après certains scientifiques, le coronavirus ne cause probablement pas le diabète comme tel, le Covid-19 pourrait en revanche s'avérer être un déclencheur ou un accélérateur chez des personnes susceptibles de développer le diabète, en raison de leur génétique (surtout pour le type 1) ou de leur mode de vie (pour le type 2).

Dans le cas du diabète de type 1, des scientifiques pensent que, chez des personnes prédisposées génétiquement, "le coronavirus pourrait lancer le signal au système immunitaire d'attaquer les cellules du pancréas qui produisent l'insuline, comme peuvent le faire d'autres infections respiratoires courantes dans la petite enfance".

Le corps médical se veut toutefois rassurant pour les parents: il ne s'agit en aucun cas de craindre que, parce qu'il a été infecté par le Covid, un enfant risque de développer le diabète de type 1.

#### Des diabètes de plus en plus précoces

Par ailleurs, cette hausse depuis la crise sanitaire pourrait aussi s'expliquer par des causes indirectes. Les mesures sanitaires, tel que le confinement, par exemple, pourraient avoir créé des conditions favorables à l'émergence de la maladie.

Il n'empêche, si l'augmentation du nombre d'enfants diabétiques est réelle et régulière depuis bien avant le Covid, le fait que la maladie apparaisse à un âge de plus en plus précoce, et particulièrement chez les enfants de moins de 5 ans, peut très certainement être une source d'inquiétude.

Laurence Dardenne

## Le gaz produit au Royaume-Uni, quatre fois plus propre que le gaz importé ?

■ Rishi Sunak affirme que de nouveaux forages en mer du Nord réduiraient les émissions de CO<sub>2</sub>. Vérification.

Décryptage Aurélie Demesse

L'information a été annoncée ce 31 juillet: plus d'une centaine de nouvelles licences pour l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz en mer du Nord seront délivrées à l'automne par le Royaume-Uni. Pour défendre ce choix, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, invoque des arguments économiques... mais aussi environnementaux.

"Même lorsque nous atteindrons le niveau zéro en 2050, un quart de nos besoins énergétiques proviendra toujours du pétrole et du gaz, et la production nationale de gaz n'affiche qu'un quart ou un tiers de l'empreinte carbone du gaz importé", assure-t-il auprès de la BBC. L'élu conservateur assure également que ces licences permettront au pays d'améliorer la sécurité énergétique et de ne plus dépendre de "dictateurs étrangers". Un argumentaire qui ne convainc ni les députés de l'opposition travailliste – et parfois de son propre parti – ni les groupes de défense de l'environnement... Pas plus que les experts en la matière qui, dans les médias, remettent en cause les données avancées par le Premier ministre conservateur.

#### Une généralisation incorrecte

Les chiffres cités par le leader des Tories proviennent d'une analyse de l'Autorité de transition de la mer du Nord (NSTA) qui compare l'intensité carbone du gaz naturel liquéfié (GNL) importé à celle du gaz produit localement sur les côtes du Royaume-Uni.

Selon cette publication, le gaz produit dans le pays est en moyenne presque "quatre fois plus propre" que le gaz importé sous forme de GNL, "à l'exception des importations par gazoduc en provenance de Norvège". Une précision dont le Premier ministre n'a pas tenu compte et qui est pourtant essentielle. En effet, selon les données reprises dans cette même analyse, le pays a importé 62% de son gaz naturel en 2022, dont 34% provenaient de Norvège. Or, ces importations n'étaient responsables que de 7% des émissions liées à l'approvisionnement du pays. Le gaz naturel en provenance du Royaume-Uni, qui représentait 38% des réserves,

était quant à lui lié à 24% des émissions. Ce sont les importations de gaz américain (14%) qui ont émis le plus de dioxyde de carbone (35%). De plus, le document précise que toutes ces valeurs sont des estimations.

"Vérifier l'empreinte carbone d'un combustible est quelque chose de très complexe", confirme auprès de La Libre Adel El Gammal, professeur de géopolitique de l'énergie à l'ULB. Il explique que plusieurs facteurs sont à prendre en compte. "Si on prend le gaz, au-delà du carbone libéré quand on le brûle, il y a sa chaîne d'approvisionnement, dont l'extraction et l'acheminement."

Certaines méthodes d'extraction libèrent en effet moins de "gaz fugitif", c'est-à-dire de perte, que d'autres. "En Norvège, ce sont des technologies extrêmement pointues, il y en a très peu, détaille l'expert. C'est beaucoup moins le cas des gaz de schiste aux États-Unis, puisqu'il s'agit d'un gaz qui est diffus."

Quant au transport, là aussi, tout dépend de la méthode choisie. "La plupart des pipelines russes qui approvisionnaient l'Europe avaient 30 à 40 ans d'âge, avec des pertes gigantesques aux soudures. On estimait que 10 à 20% du gaz transporté étaient perdus", explique le professeur El Gammal. Il souligne qu'à l'inverse, les pertes sont minimisées par les transports modernes.

#### Le professeur El Gammal dénonce un argument "très, très fallacieux".

#### Le problème est ailleurs

Selon lui, il est donc incorrect de généraliser et de parler de quatre fois moins d'émissions de CO<sub>2</sub> pour le gaz produit au Royaume-Uni. Le professeur El Gammal dénonce un argument

"très, très fallacieux". "Quand on regarde le cycle de vie du gaz, les émissions principales, c'est quand on le brûle", rappelle notre interlocuteur. Selon les estimations actuelles, 60 à 80% des émissions du cycle de vie du gaz naturel seraient dues à sa consommation. "C'est extrêmement trompeur comme façon de faire. L'empreinte carbone est peut-être plus faible sur l'extraction et le transport, mais globalement, c'est probablement assez marginal comme différence."

En cherchant non pas à limiter la production d'énergies fossiles, mais seulement les émissions dues à leur approvisionnement, Rishi Sunak se trompe de cible. Les multiples rapports des scientifiques – dont ceux du Giec et de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) – sont sans équivoque. "Pour limiter la casse – et on parle vraiment de casse dans ce cas-ci –, il faut absolument infléchir la consommation d'énergie fossile, que ce soit charbon, pétrole ou gaz, rappelle le professeur de l'ULB. Le fait de créer une nouvelle licence, ça va évidemment totalement à l'encontre de cet objectif, c'est indiscutable."

## CHINE Pékin en proie à des inondations meurtrières

Les pluies diluviennes qui frappent Pékin et la province voisine ont déjà fait 20 morts et 19 disparus, a annoncé mardi un média d'État. Le typhon Doksuri, rétrogradé en tempête, balaie la Chine du sud-est vers le nord depuis vendredi, date à laquelle il a touché la province du Fujian (est) après avoir frappé les Philippines voisines. Des pluies torrentielles ont commencé à s'abattre sur la grande région de Pékin samedi. En 40 heures seulement, la capitale chinoise a vu tomber l'équivalent des précipitations moyennes de tout un mois de juillet. La Chine, qui se prépare à l'arrivée d'un nouveau typhon baptisé Khanun, connaît des conditions météorologiques extrêmes et des températures records cet été. (AFP)

